



SERVICE ÉCONOMIQUE DE BUCAREST

Bucarest, 30 avril 2018

BREVES MENSUELLES ROUMANIE – AVRIL 2018

CONJONCTURE

Le coût du travail horaire est le deuxième plus faible de l'UE mais augmente fortement

Le coût du travail horaire en Roumanie s'établit à 6,3€ en 2017, soit le deuxième plus faible de l'UE après la Bulgarie (4,9€). Il a toutefois progressé de 17,1% en 2017, contre 2,3% en moyenne dans l'UE. Cette évolution s'explique par la hausse de 12% du salaire mensuel net moyen en 2017, à 560 EUR, en raison des hausses successives des salaires dans le secteur public (éducation, santé, administration locale), le privé (situation de quasi plein-emploi) et de la réévaluation du salaire minimum (+16%).

L'inflation accélère en mars 2018

Le taux d'inflation s'établit à 5% en mars sur un an, son plus haut niveau depuis juin 2013. Cette hausse s'explique par l'augmentation des prix des produits alimentaires (œufs, beurre, fruits) et des prix des produits administrés (carburants, électricité, gaz). Ces tensions inflationnistes ont conduit la BNR à augmenter ses taux de 50 points de base sur les deux premiers mois de l'année 2018, une première depuis août 2008, portant le taux directeur à 2,25%. Les analystes de la place s'attendent à encore au moins deux hausses de taux en 2018. La prochaine réunion de politique monétaire aura lieu le 7 mai.

Le solde courant continue de se dégrader

Le solde courant augmente de 138% sur les deux premiers mois de l'année (-172 M€), principalement en raison de la dégradation du solde commercial (+33%), à -1,6 Md€. La forte demande interne, tirée par la politique pro-cyclique du gouvernement, explique en partie le dynamisme des importations. A noter que le flux entrant d'IDE baisse de 3% sur la même période, à 794 M€.

Le ministère des Finances Publiques envisage de modifier le régime des caisses de retraite

Selon le ministre roumain des Finances Publiques Eugen Teodorovici, un projet législatif permettant le transfert des contributions retraite du Pilier II (qui deviendra optionnel) vers le Pilier I sera soumis au débat public en juin prochain. De plus, son ministère analyse aussi la possibilité d'investissement des fonds compris au Ier Pilier afin d'assurer une meilleure rentabilité. Pour mémoire, les contributions retraite sont actuellement administrées par le biais de deux piliers : une contribution de 21,25% du salaire brut est dirigée vers le Ier Pilier, qui est gérée par l'Etat (sur la base du principe de redistribution), tandis qu'une autre contribution de 3,75% du salaire brut est administré par les investisseurs privés, dans le cadre du IIeme Pilier.

Le Sénat adopte le projet de loi sur la création du Fonds Souverain de Développement et d'Investissement (FSDI)

Le Sénat a adopté le projet de loi sur la création du Fonds Souverain de Développement et d'Investissement (FSDI), la Chambre des Députés étant décisionnelle sur ce texte. Le FSDI sera initialement doté de 400 M€ et composé de 23 entreprises dans lesquelles l'Etat a une participation minoritaire ou majoritaire, parmi lesquelles : OMV Petrom, Hidroelectrica, Romgaz, Nuclearelectrica, l'Aéroport de Bucarest ou encore Engie. Pour mémoire, le FSDI aurait pour but de financer des grands projets d'infrastructure et de renforcer les entreprises stratégiques détenues par l'Etat.

La Banque mondiale élabore une nouvelle stratégie de partenariat

La Banque mondiale élabore une nouvelle stratégie de partenariat (Country Partnership Strategy – CPS) pour 2019-2023 avec la Roumanie. L'objectif de ce CPS est d'identifier et d'adresser une série de priorités qui permettront de réduire la pauvreté et de mieux partager le développement économique. Pour cela, la Banque base sa stratégie sur trois piliers : 1) assurer la qualité des prestations de services publics pour tous et l'égalité des chances, 2) accélérer la croissance et la compétitivité du secteur privé, 3) renforcer la résilience pour la croissance durable. Cette stratégie se fait en concertation avec les autorités roumaines et d'autres acteurs clés du pays. Une consultation publique est actuellement ouverte jusqu'au 14 mai.

La Banque mondiale fournira un programme d'assistance technique à la ville de Brasov

La Banque mondiale et la ville de Brasov ont signé un accord d'assistance technique (via l'instrument RAS – Reimbursable Advisory Services) afin d'améliorer le développement urbain et la qualité de vie des habitants. Ce programme, qui s'étendra sur trois ans, aura pour priorités de renforcer la planification des dépenses d'investissement, d'améliorer la gestion des actifs municipaux et d'accroître la compétitivité de la métropole. Après Constanta et la mairie du secteur 5 de Bucarest, c'est le troisième accord d'assistance technique qu'a signé la Banque mondiale avec les autorités locales depuis septembre 2017.

Lancement d'un appel d'offres pour la construction de deux sections de l'autoroute Pitesti-Sibiu

La Compagnie Nationale pour l'administration de l'infrastructure routière (CNAIR) a lancé les appels d'offres pour les sections 2 et 3 de l'autoroute Pitesti – Sibiu, d'une longueur totale de 68 km. Avec un coût total estimé à 3 Mds EUR, l'autoroute Pitesti – Sibiu permettra de relier le port de Constanta à la Hongrie via le corridor paneuropéen IV.